

UNE INITIATIVE DU FORUM POUR L'AUTRE MALI
ET
DU RESEAU DES ARTISTES ET INTELLECTUELS AFRICAINS
POUR L'ETHIQUE ET L'ESTHETIQUE

« Notre Monde est une cité »

Novembre 2005

I. Introduction

Notre monde est une gigantesque cité, non point du fait de la libre circulation du grand capital des biens et des services, dont les multinationales nous ont inondé, mais du fait des peuples qui sont tous déterminés à vivre humainement.

La chasse aux candidats africains à l'émigration, ayant pris une tournure particulièrement dramatique avec la mort par balles de certains de ceux qui ont tenté de forcer les portes de l'Europe à Ceuta et Melilla, nous, militantes pour un Autre Mali, avons initié « la Marche de la Dignité ». Il s'agit, à partir des réalités des pays d'origine des candidats à l'exil, de contribuer à la construction d'une autre pensée et d'un autre discours sur les causes profondes de la tragédie de l'émigration qui, avant d'être clandestine, est d'abord forcée. Les refoulés de Ceuta et Melilla attestent qu'ils sont attachés comme tous les humains à leurs terres, qu'ils ne quittent que malgré eux faute de travail.

Il s'agit de :

- briser le silence, de plus en plus insupportable, de l'Afrique et des Africains face au discours dominant sur les migrations internationales en impulsant le débat au niveau national et régional,
- bâtir des alliances avec les organisations de la société civile qui, en Europe et en Afrique du Nord sont engagées dans la défense des droits des migrants,
- lever avec elles le voile sur les causes profondes et structurelles de l'émigration massive, notamment la destruction des économies africaines du fait de la désindustrialisation du continent, son surendettement, la misère et le désarroi des populations,
- faire de la gestion responsable du phénomène des migrations un enjeu politique et électoral majeur en Afrique, de manière à obliger nos décideurs politiques à en débattre ouvertement et à s'impliquer dans des actions qui réhabilitent les groupes vulnérables dans leurs droits,
- inviter et encourager ces populations, en l'occurrence les femmes et les jeunes, à mieux défendre localement leurs droits économiques, politiques et sociaux dans le cadre d'élections qui, pour l'instant, ne sont que mascarade.

II. Déroulement

Les activités de la Caravane ont débuté à Bamako le 18 octobre 2005 par l'écoute et le dialogue entre quelque deux cents personnes rapatriées au Mali et des membres du Forum Pour Un Autre Mali et du réseau des artistes et intellectuels africains pour l'éthique et l'esthétique. Les résultats de cette première étape ont débouché sur le document intitulé « La force des vaincus ».

L'étape européenne s'est déroulée en France, en Belgique et en Italie, le long week-end de la Pentecôte, ayant nécessité le report de la date de la Marche en Espagne. Le Forum ibérique qui se tenait à Cordoue a néanmoins diffusé le document intitulé « La Marche de la Dignité », qui a été traduit en espagnol (comme en italien) à plus de 500 exemplaires.

En France, nous avons été invitées lors de xxx à prendre la parole devant des centaines de militants du Parti Communiste Français, en présence de Marie Georges Buffet et de Francis Wurtz.

En Belgique, nous avons été reçus par les organisateurs de la convention européenne des collectivités locales pour la promotion des services publics.

En Italie, ARCI a été notre interlocuteur et allié dans l'organisation de plusieurs débats, entretiens avec la presse écrite, les radios et les télévisions.

Sur le chemin du retour, en transitant par Zurich, une partie des membres de la délégation a été confrontée à une situation aussi rocambolesque qu'édifiante quant à la réalité de la circulation des étrangers, et plus particulièrement des Africains en Europe.

A l'aéroport de Zurich, nous sommes passés sans difficultés en allant à Rome. Au retour par contre, Assetou Samaké, Awa Cissé, Fanta Diarra, Doussou Bagayoko et Nahawa Doumbia, qui m'ont devancée (car je devais prendre part à une réunion à Rome), ont été confrontés à d'énormes difficultés parce que quatre d'entre elles n'avaient qu'un visa à une entrée unique dans l'espace Shengen. La compagnie Swiss qui nous a transportés à l'allée comme au retour, et qui devait veiller sur la possibilité pour nous toutes de repasser par Zurich, ne l'a pas fait et n'a pas défendu les quatre personnes qui se sont trouvées, par sa faute, en situation irrégulière et traitées comme telle. La douane suisse leur a retiré leur passeport, qui ont été remis au commandant de bord de la même compagnie, qui les a reconduites à Rome. Mais la police italienne à son tour ne les a laissées entrer à Rome qu'après de longues négociations avec Filippo de ARCI, en ne leur accordant qu'un permis de séjour de 24 heures.

De difficultés en difficultés, il a fallu qu'elles rentrent directement à Bamako par Royal Air Maroc via Casablanca.

III. Conclusion

En dépit de cet incident qui a permis à une partie du groupe contre toute attente de se voir dans la même situation de personnes irrégulières que celles pour qui nous plaidions, la Marche a atteint ses objectifs.

L'ensemble des organisations et des personnes rencontrées, à qui nous adressons nos salutations militantes et chaleureuses, ont toutes bien accueilli la caravane et contribué à donner un écho important à notre message. De nombreux journaux, dont l'Humanité, l'ont publié en entier tandis que des organisations comme Africulture l'ont largement diffusé.

Les principaux enseignements qui ont été débattus tout au long de la Marche sont entre autres :

- l'échec lamentable de l'ordre économique mondial qui, en Afrique comme en Europe, bafoue les droits des peuples, dont celui au travail et à un revenu décent,
- la paupérisation, l'humiliation et la criminalisation de celles et ceux qui tentent, au péril de leur vie, d'échapper à cette situation,
- l'utilisation par l'Europe des pays du Maghreb, dont le Maroc, comme bouclier dans le contrôle des flux migratoires, y compris le rapatriement de leurs propres ressortissants en situation irrégulière,

- la domination économique, tant de l'Afrique que du Maghreb, par des prétendus accords de partenariat, qui ne peuvent que faciliter la marginalisation des jeunes,
- l'extrême vulnérabilité de certaines couches sociales qui, heurtées de plein fouet par les réformes néolibérales mais contraintes à partir, passent par le désert du Sahara et le Maghreb,
- le sort peu enviable de ceux qui, en arrivant en Europe, sont confrontés au racisme, à l'intolérance et à la xénophobie,
- la peur grandissante de la différence de l'autre au niveau des pays riches et industrialisés qui continuent, cependant, à imposer aux pays du Sud des politiques économiques qui ruinent leur agriculture, hypothèquent leur développement industriel, créent des tensions sociales et politiques, qui sont souvent sources de conflit internes.

L'étape française de la Marche s'est située dans un contexte marquée par les incendies des banlieues, qui sont venus corroborer les conclusions ci-dessus résumées.

A Bamako, ont eu lieu différentes séances de restitution des conclusions de la Marche avec les refoulés et de consultations quant aux propositions issues des échanges de vue avec les organisations de la société civile des différents pays où la marche s'est déroulée.

Propositions

- la mise en place dans différents pays africains de la dynamique de la Marche de la Dignité afin que les victimes des politiques de lutte contre les migrants puissent connaître leurs droits et aient des interlocuteurs au niveau de leur pays,
- la réalisation de l'étape de l'Espagne et du Maroc qui sont impliqués de manière directe dans la gestion des flux migratoires,
- l'élaboration d'une plate forme entre les organisations européennes et africaines impliquées dans la défense des droits des candidats à l'émigration et des immigrés,
- la demande de réparation à l'Europe, par l'intermédiaire d'un groupe d'avocats, des préjudices moraux, physiques et matériels des candidats à l'émigration, en raison de sa responsabilité dans la paupérisation de leurs pays d'origine,
- l'appui direct aux victimes de Ceuta et Melilla dans leurs quêtes d'alternatives dans leurs pays d'origine : organisation en associations et groupements, alphabétisation, formation professionnelle, création d'unité de production dans différents secteurs.